

« Libération » était soutenu financièrement par le PCF).

D'autres croient à la politique pendulaire et au retour éternel. C'est ce que disait déjà Léon Blum au congrès de Tours (où sous l'impact de la fin de la boucherie impérialiste et de la révolution d'Octobre le courant social-démocrate se trouva momentanément minoritaire) : « Nous gardons la vieille maison » (sous-entendu ils reviendront vers nous). Le camarade Berg, à l'issue du congrès de constitution du nouveau PS affirmait dans une interview qu'il ne croyait pas impensable un PS de 400.000 adhérents dans l'avenir. On ne sait si cela justifie l'entrisme dans cette organisation pour y combattre les courants bourgeois dont le triomphe en son sein ne pourrait qu'affaiblir tout le mouvement ouvrier. On peut relire avec profit ce qu'écrivait à l'époque de la fondation du Parti Socialiste Autonome (1959), « La Vérité », organe du groupe Lambert :

« Mollet a tué le PS, comme Thorez tue le PCF. Le courant réformiste traditionnel survivra à la faillite du mollétisme : dès maintenant il a trouvé une forme organisée de régénérescence — c'est le PSA. C'est dire l'importance que peut prendre celui-ci comme élément de résistance au gaullisme. C'est en même temps fixer ce qu'il doit être : un parti socialiste renouant avec la tradition social-démocrate française. Mais tel quel, dans l'actuelle période de reflux (et tel quel seulement), il peut jouer un rôle positif pour freiner, limiter, contrecarrer l'offensive antiouvrière. Il est cela et pas autre chose : il n'est pas le creuset d'où naîtra le parti révolutionnaire de l'avenir. Il est cela — et cela suffit pour que les militants révolutionnaires aident de toutes leurs forces et sans réserves à la construction de ce barrage à la marée réactionnaire. Parce qu'ils n'ont pas le choix ».

La majorité cependant, est consciente que de nouvelles solutions sont à rechercher pour rééquilibrer la gauche : soit de l'intérieur, soit de l'extérieur des formations traditionnelles, soit à la fois hors et dans ; soit par l'unification PC-PS (ou d'au moins un grand pan du PS), soit par l'unification de la « gauche non-communiste » (ou de pans de ces constituantes). On voit toutes les formules possibles en combinant différemment les diverses éventualités envisagées. On peut dire que les diverses expériences ont été tentées, ou sont encore présentes dans les perspectives des leaders de la gauche. La Résistance et la Libération, la guerre d'Algérie, l'avènement du gaullisme, Mai 68 en tant qu'événements majeurs de la vie politique française ont vu naître et disparaître ces diverses opérations-survies.

Les tentatives de 45 à 68

Parallèlement à un Comité d'Entente PS-PC où est évoquée un temps l'éventuelle fusion des deux organisations, la SFIO cherche à nouer des accords avec ce qui reste du centre-gauche non-socialiste, radical ou chrétien de la Résistance. Finalement se crée une Union Démocratique et Socialiste de la Résistance dont le but est d'unifier la gauche non-communiste à partir des jeunes cadres issus de la Résistance, et au-delà des clivages — dépassés — des organisations faillies de la IIIème République. Ce groupe, qui restera un groupuscule parlementaire du centre durant toute la IVème République est intéressant quant à ses initiateurs : on y trouve Claude Bourdet, André Philip, Mitterrand, Bonnefous, Pleven, Claudius-Petit, Lipowski, Debu-Bridel, René Capitant, Jacques Baumel. Ce groupe-charnière, dont les liens avec le mouvement ouvrier ont toujours été inexistant, fournit nombre de ministres au cours de la IVème République, puis de la Vème. Quitté par ses gaullistes dès la constitution du R.P.F. en 47, il éclata après 1958 entre ceux qui se rallièrent à la Constitution gaulliste et ceux qui la refusèrent.

L'aile chrétienne, dont une partie rejoignit quasi-immédiatement le parti démocrate chrétien qui venait de se constituer (le MRP) se retrouvait en 45 dans les non-gaullistes cités plus haut (Mitterrand exclu). André Philip avait dirigé avant-guerre la Fédération des chrétiens socialistes.

— Après 45, on vit plusieurs tentatives de regroupement, cette fois-ci en dehors des partis, dans une volonté de les dépasser, mais en intégrant aussi les militants communistes, ce fut le RDR qui bénéficiait de la sympathie de deux quotidiens « Combat » (alors dirigé par Camus et Bourdet) et « Franc-Tireur » et regroupait différents courants de la gauche, d'origine chrétienne (Fraisie), socialistes ou communistes (sous la forme d'extrotskyistes) dont le dénominateur commun était le titre vague de l'organisation « démocratique révolutionnaire » (!) et de son hebdomadaire « La Gauche ». Six ans plus tard se met en place la « Nouvelle Gauche » qui va réunir à nouveau les mêmes composantes, avec cependant moins de flou doctrinal (on va de G. Martinet, dirigeant UEC de 36 à M. Bridier, ex RPF). Ces organisations échouent dans leur tentative de dépassement des organisations traditionnelles de gauche et se retrouvent en position d'intermédiaires, de groupes centristes, entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier (UDSR première manière), entre le PC et le PS ou entre les réformistes et les révolutionnaires (centrisme de droite ou centrisme de gauche). Les différences entre les projets des initiateurs, et entre les projets et la réalité de fait amènent des crises, des reconversions politiques, etc..

— Ces tentatives, dont la dernière fut celle de l'Union de la gauche socialiste, n'étaient que des opérations d'outsiders, jamais très prises au sérieux, très crédibles. L'UGS (1957) était une tentative assurée cependant d'une certaine pérennité, car produit du refus de la guerre coloniale menée en Algérie par les socialistes et de la radicalisation de couches chrétiennes ouvrières, les deux entrant en conjonction. C'est d'ailleurs ce noyau chrétien issu du Mouvement de Libération du Peuple (lui-même issu d'un mouvement chrétien familial menant l'« action directe » sur le « cadre de vie ») qui constitue aujourd'hui encore la colonne vertébrale du PSU périodiquement déserté de ses ailes droites et de ses ailes gauches.

d) Les nouvelles conditions de lutte politique introduites par le gaullisme

— La constitution de l'Etat fort, tant par son contenu (Constitution de la Vème République) que par les formes de son avènement (chantage aux paras, coup d'Etat) amène un refus sincère ou intéressé (pour ceux qui voient loin ou qui y perdent au change) d'une petite fraction de la gauche traditionnelle non-communiste. Le refus coupe en deux le Parti Radical, l'UDSR, le Parti Socialiste. La majorité pense s'accommoder du nouveau système, sinon l'infléchir, la minorité le combat, consciente qu'un système où le Parlement n'a plus de pouvoir est, à court terme la mort des partis dont l'activité était justement toute entière tournée vers ce Parlement.

— La modification du pouvoir dans un sens présidentiel va réorienter progressivement les partis politiques de machines électorales parlementaires qu'ils étaient, en machines électorales présidentielles. La conséquence sera une simplification du champ politique (les groupuscules parlementaires avec le nouveau système électoral n'ont plus de chance) et une personnalisation accentuée de la vie politique.

— Une aile de la bourgeoisie trouve dangereux le jeu gaulliste qui accentue la bipolarisation politique, consciente que si l'anti-communisme (suscité par les